

AW

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 42.543/2
DU 16 AVRIL 2007

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par la Vice-Première Ministre et Ministre de la Justice, le 20 mars 2007, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 6 décembre 1993 réglant le droit de réquisition d'immeubles abandonnés, visé à l'article 134*bis* de la nouvelle loi communale", a donné l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

Observation générale

Champ d'application de l'arrêté en projet

En région flamande, l'article 134*bis* de la Nouvelle loi communale est demeuré inchangé. Un avant-projet de "Gemeentedecreet" prévoyait son abrogation.

La section de législation du Conseil d'État a fait l'observation suivante :

"Artikel 71 van het ontwerp bevat een bepaling die de essentie overneemt van artikel 134*bis* van de Nieuwe Gemeentewet. Artikel 289, 124/, van het ontwerp voorziet overigens in de opheffing van die wetsbepaling.

Dat artikel 134*bis* machtigt de burgemeester om leegstaande gebouwen op te eisen, op verzoek van de voorzitter van de raad voor maatschappelijk welzijn, teneinde ze ter beschikking te stellen van dakloze personen. Die bepaling moet gelezen worden in het licht van de opdracht van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn om aan o.m. daklozen de maatschappelijke dienstverlening te verzekeren (zie artikel 1 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn).

Aldus bekeken, regelt artikel 134*bis* van de Nieuwe Gemeentewet een aspect van het beleid inzake maatschappelijk welzijn dat, op grond van artikel 5, § 1, II, 2/, b, B.W.H.I., tot de bevoegdheid van de federale overheid is blijven behoren ¹. Noch de Vlaamse Gemeenschap, noch het Vlaamse Gewest is dus bevoegd om die regeling op te heffen, en door een andere te vervangen.

⁽¹⁾ R.v.St., afd. wetg., advies 23.344/2 van 17 oktober 1994 over een voorstel van wet tot wijziging van artikel 134*bis* van de nieuwe gemeentewet met het oog op de uitbreiding van het recht op een behoorlijke huisvesting, Parl. St., Kamer, 1993-94, nr. 1417/2, pp. 2-4, nr. 1; R.v.St., afd. wetg., advies 34.410/2 van 5 februari 2003 over een ontwerp van ordonnantie tot wijziging van de nieuwe gemeentewet, Parl. St., Br. H. Raad, 2002-03, nr. A-430/1, (18), 23.

Artikel 71 dient derhalve uit het ontwerp weggelaten te worden ²."

À la suite de cette observation, le législateur flamand a renoncé à abroger cette disposition ³. L'article 65 du décret communal du 15 juillet 2005 dispose :

"Conformément à l'article 134bis de la nouvelle loi communale, le bourgmestre dispose, sur requête motivée du président du conseil de l'aide sociale, à partir de la mise en demeure du propriétaire d'un droit de réquisition de tout immeuble abandonné depuis plus de six mois, afin de le mettre à la disposition de personnes sans abri. Le droit de réquisition ne peut s'exercer que dans un délai de six mois prenant cours à partir de la date de la notification adressée par le bourgmestre au propriétaire et moyennant un juste dédommagement."

La Région bilingue de Bruxelles-Capitale n'a pas modifié l'article 134bis de la Nouvelle loi communale.

En Région wallonne, l'arrêté du 22 avril 2004 établissant le Code de la démocratie locale a codifié, notamment, l'article 134bis de la Nouvelle loi communale. Cet arrêté a été confirmé par le décret du 27 mai 2004.

L'article L1123-30 de ce Code dispose :

"Sur requête motivée du président du conseil de l'action sociale, le bourgmestre dispose à partir de la mise en demeure du propriétaire d'un droit de réquisition de tout immeuble abandonné depuis plus de six mois, afin de le mettre à la disposition de personnes sans abri. Le droit de réquisition ne peut s'exercer que dans un délai de six mois prenant cours à dater de l'avertissement adressé par le bourgmestre au propriétaire et moyennant un juste dédommagement.

Le Gouvernement définit, les limites, les conditions et les modalités dans lesquelles le droit de réquisition peut être exercé. Le Gouvernement fixe également la procédure, la durée d'occupation, les modalités d'avertissement du propriétaire et ses possibilités d'opposition à la réquisition ainsi que les modes de calcul du dédommagement."

⁽²⁾ Avis 34.480/3, donné le 7 juillet 2003.

⁽³⁾ Voir l'article 302 du décret communal du 15 juillet 2005.

En principe, la coordination opérée par le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation a abrogé implicitement les dispositions qu'il a coordonnées, en ce compris l'article 134*bis* de la Nouvelle loi communale, sur le territoire de la Région wallonne.

Il résulte toutefois de l'avis 34.480/3, précité du 7 juillet 2003 que l'autorité fédérale est restée compétente pour régler la matière faisant l'objet de l'article 134*bis* de la Nouvelle loi communale et pour habilier le Roi, comme il est prévu par cette disposition, à définir les limites, les conditions et les modalités dans lesquelles le droit de réquisition peut être exercé, ainsi qu'à fixer la procédure, la durée d'occupation, les modalités d'avertissement du propriétaire et ses possibilités d'opposition à la réquisition ainsi que les modes de calcul de son dédommagement. L'article L1123-30 du Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation doit donc être considéré comme ayant excédé les compétences de la Région wallonne, notamment dans l'habilitation au Gouvernement wallon que cette disposition contient.

Même si, formellement, l'article 134*bis* de la Nouvelle loi communale n'est plus en vigueur sur le territoire de la Région wallonne, il y a lieu de considérer que ceci résulte d'une disposition, l'article L1123-30 du Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, qui pourrait être invalidée par la Cour d'arbitrage si elle était saisie d'une question préjudicielle quant au respect des règles de répartition des compétences entre l'autorité fédérale et les régions. Dans son contrôle préventif, qui doit prendre en compte l'ensemble des questions juridiques susceptibles d'être soulevées au titre de la hiérarchie des normes, la section de législation du Conseil d'État, confirmant son avis 34.480/3, précité du 7 juillet 2003, examine le projet en admettant l'applicabilité de l'article 134*bis* de la Nouvelle loi communale sur l'ensemble du territoire national.

Observations particulières

Préambule et article 6

L'arrêté en projet est proposé par la seule Vice-Première Ministre et Ministre de la Justice.

.../...

De même, l'article 6 dispose que seule la "Vice-Première Ministre et Ministre de la Justice est chargée de l'exécution" de l'arrêté.

En revanche, il est prévu que l'arrêté royal soit contresigné non seulement par la Vice-Première Ministre et Ministre de la Justice mais aussi par le Ministre de l'Intégration sociale et le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur.

L'article 12 de l'arrêté royal du 6 décembre 1993, réglant le droit de réquisition d'immeubles abandonnés, visé à l'article 134*bis* de la Nouvelle loi communale, modifié par le projet, charge les Ministres de la Justice, de l'Intérieur et de l'Intégration sociale, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de l'arrêté.

Compte tenu de ces éléments et de l'objet précis du projet, le Conseil d'État n'aperçoit pas pourquoi seul le Ministre de la Justice propose le projet et est mentionné dans l'article 6 qui en forme l'exécutoire ⁴.

Article 1^{er}

Dans sa version actuelle, l'article 2, alinéa 2, de l'arrêté royal du 6 décembre 1993, précité, prévoit que l'inscription d'un immeuble dans le registre des immeubles abandonnés est notifiée au propriétaire. Cette notification n'est plus prévue par l'article 2, en projet, étant remplacée par le droit de consulter ce registre. En outre, le projet n'exige plus qu'un délai de six mois s'écoule entre l'inscription sur le registre et l'avertissement visé à l'article 134*bis*, alinéa 1^{er}, de la Nouvelle loi communale, et à l'article 5 de l'arrêté du 6 décembre 1993, précité. La connaissance de l'inscription sur le registre des immeubles abandonnés et du moment de cette inscription sont donc très importantes pour le propriétaire.

(4) Il n'y a pas lieu de mentionner en outre, à l'article 6, que c'est également en qualité de Vice-Premier Ministre que le Ministre de la Justice est chargé de l'exécution de l'arrêté en projet. La qualité de Vice-Première Ministre n'est en effet pas nécessairement attachée à celle de Ministre de la Justice, même si tel est le cas actuellement. Enfin, compte tenu du caractère générique de la mention des ministres désignés à l'exécutoire et de la vocation de cette disposition à s'appliquer indépendamment de l'identité du titulaire de la fonction de Ministre de la Justice, il n'y a pas lieu non plus, dans la version française de l'article 6, de rédiger cette disposition au féminin.

L'attention de l'auteur du projet est toutefois attirée sur le fait que la protection du droit de propriété est davantage assurée par la notification de l'inscription d'un bien sur le registre des immeubles inoccupés que par la simple faculté de consulter ce registre, qui se déduit déjà de l'article 32 de la Constitution. D'autant que cette faculté de consulter semble, aux termes de la disposition en projet, réservée aux seuls propriétaires dont les immeubles sont repris dans le registre. Or, comment un propriétaire peut-il savoir que son immeuble figure dans le registre s'il n'en a pas été préalablement informé ?

En outre, l'article 9 de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard de traitements de données à caractère personnel s'applique au traitement que règle la disposition en projet. Dès lors, compte tenu de cet article 9, le propriétaire doit être averti du traitement dont il fait l'objet.

La disposition en projet doit être revue pour tenir compte de ces observations.

Article 3

L'article 3, alinéa 3, en projet, permet au bourgmestre de déclencher le processus de réquisition de sa propre initiative, "sans sollicitation préalable du président du conseil de l'aide sociale". Selon le délégué de la ministre, cette disposition se justifie "parce qu'il peut agir seul uniquement pour des motifs de sécurité et donc dans ses compétences générales".

Cette disposition ne peut toutefois trouver son fondement dans l'article 134*bis* de la Nouvelle loi communale, qui soumet la compétence du bourgmestre à "la requête motivée du président du conseil de l'aide sociale". La compétence du bourgmestre pourrait d'ailleurs se situer dans le cadre d'une autre police que celle envisagée par l'article 134*bis*, précité.

L'article 3 est dépourvu de fondement légal et doit être omis. En conséquence, l'article 4, 2/, perd sa raison d'être et doit également être omis.

La chambre était composée de

Messieurs	Y. KREINS,	président de chambre,
	P. VANDERNOOT,	conseillers d'État,
Madame	M. BAGUET,	
Monsieur	G. KEUTGEN,	assesseur de la section de législation,
Madame	B. VIGNERON,	greffier,

Le rapport a été présenté par M. X. DELGRANGE, premier auditeur.

LE GREFFIER,

LE PRÉSIDENT,

B. VIGNERON

Y. KREINS

AW

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 42.543/2
VAN 16 APRIL 2007

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 20 maart 2007 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie verzocht haar, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 6 december 1993 betreffende het opeisingsrecht van verlaten gebouwen, bedoeld in artikel 134*bis* van de nieuwe gemeentewet", heeft het volgende advies gegeven :

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Algemene opmerking

Werkingsfeer van het ontworpen besluit

In het Vlaams Gewest is artikel 134*bis* van de Nieuwe Gemeentewet ongewijzigd gebleven. In een voorontwerp van Gemeentedecreet werd de opheffing ervan in het vooruitzicht gesteld.

De afdeling wetgeving van de Raad van State heeft de volgende opmerking gemaakt :

"Artikel 71 van het ontwerp bevat een bepaling die de essentie overneemt van artikel 134*bis* van de Nieuwe Gemeentewet. Artikel 289, 124/, van het ontwerp voorziet overigens in de opheffing van die wetsbepaling.

Dat artikel 134*bis* machtigt de burgemeester om leegstaande gebouwen op te eisen, op verzoek van de voorzitter van de raad voor maatschappelijk welzijn, teneinde ze ter beschikking te stellen van dakloze personen. Die bepaling moet gelezen worden in het licht van de opdracht van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn om aan o.m. daklozen de maatschappelijke dienstverlening te verzekeren (zie artikel 1 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn).

Aldus bekeken, regelt artikel 134*bis* van de Nieuwe Gemeentewet een aspect van het beleid inzake maatschappelijk welzijn dat, op grond van artikel 5, § 1, II, 2/, b, B.W.H.I., tot de bevoegdheid van de federale overheid is blijven behoren ¹. Noch de Vlaamse Gemeenschap, noch het Vlaamse Gewest is dus bevoegd om die regeling op te heffen, en door een andere te vervangen.

Artikel 71 dient derhalve uit het ontwerp weggelaten te worden" ².

Naar aanleiding van die opmerking heeft de Vlaamse wetgever ervan afgezien die bepaling op te heffen ³. Artikel 65 van het gemeentedecreet van 15 juli 2005 luidt als volgt :

"Overeenkomstig artikel 134*bis* van de Nieuwe Gemeentewet kan de burgemeester, op gemotiveerd verzoek van de voorzitter van de raad voor maatschappelijk welzijn, vanaf de aanmaning van de eigenaar, elk gebouw, dat sedert meer dan zes maanden verlaten is, opeisen om het ter beschikking te stellen van dakloze personen. Het opeisingsrecht kan alleen uitgeoefend worden binnen zes maanden, te rekenen vanaf de dag waarop de burgemeester de eigenaar op de hoogte heeft gebracht, en op voorwaarde dat de eigenaar een billijke vergoeding krijgt."

Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest heeft artikel 134*bis* van de Nieuwe Gemeentewet niet gewijzigd.

In het Waals Gewest is bij het besluit van 22 april 2004 dat het Wetboek van de plaatselijke democratie heeft vastgesteld, een codificatie gemaakt van inzonderheid artikel 134*bis* van de Nieuwe Gemeentewet. Dat besluit is bekrachtigd bij het decreet van 27 mei 2004.

(1) R.v.St., afd. wetg., advies 23.344/2 van 17 oktober 1994 over een voorstel van wet tot wijziging van artikel 134*bis* van de nieuwe gemeentewet met het oog op de uitbreiding van het recht op een behoorlijke huisvesting, Parl. St., Kamer, 1993-94, nr. 1417/2, pp. 2-4, nr. 1; R.v.St., afd. wetg., advies 34.410/2 van 5 februari 2003 over een ontwerp van ordonnantie tot wijziging van de nieuwe gemeentewet, Parl. St., Br. H. Raad, 2002-03, nr. A-430/1, (18), 23.

(2) Advies 34.480/3, gegeven op 7 juli 2003.

(3) Zie artikel 302 van het gemeentedecreet van 15 juli 2005.

Artikel L1123-30 van dat Wetboek luidt als volgt :

"Op met redenen omkleed verzoek van de voorzitter van de raad voor het maatschappelijk welzijn beschikt de burgemeester vanaf de ingebrekestelling van de eigenaar over een recht tot opvordering van elk pand dat sinds meer dan zes maanden achtergelaten is om het ter beschikking van daklozen te stellen. Dat opvorderingsrecht kan enkel binnen een termijn van zes maanden, ingaand te rekenen van de waarschuwing die de burgemeester aan de eigenaar heeft gericht en mits een billijke vergoeding, uitgeoefend worden.

Perken, voorwaarden en nadere regels voor de uitoefening van dat opvorderingsrecht worden door de regering bepaald. De regering stelt eveneens de procedure, de duur van de bezetting, de wijze van waarschuwing van de eigenaar en zijn mogelijkheden tot verweer tegen de opvordering, evenals de berekeningswijze van de vergoeding vast."

De bepalingen die gecoördineerd zijn bij het Waals Wetboek van de plaatselijke democratie en decentralisatie, met inbegrip van artikel 134*bis* van de Nieuwe Gemeentewet, zijn in principe door de coördinatie die aldus tot stand is gebracht stilzwijgend opgeheven op het grondgebied van het Waals Gewest.

Uit het voormelde advies 34.480/3 van 7 juli 2003 vloeit evenwel voort dat de federale overheid bevoegd is gebleven om de aangelegenheid waarop artikel 134*bis* van de Nieuwe Gemeentewet betrekking heeft te regelen en om de Koning te machtigen, zoals in die bepaling voorgeschreven wordt, om de grenzen, de voorwaarden en de modaliteiten te bepalen volgens welke het opeisingsrecht uitgeoefend kan worden alsmede om de procedure, de gebruiksduur, de modaliteiten inzake het op de hoogte stellen van de eigenaar en de mogelijkheden van laatstgenoemde tot verzet tegen de opeising, alsook de berekeningswijzen inzake de vergoedingen vast te stellen. Artikel L1123-30 van het Waals Wetboek van de plaatselijke democratie en decentralisatie moet dus geacht worden verder te reiken dan de bevoegdheden van de Waalse Regering, inzonderheid wat betreft de opdracht van bevoegdheid aan de Waalse regering die deze bepaling bevat.

Ook al is artikel 134*bis* van de Nieuwe Gemeentewet formeel gezien niet meer geldig op het grondgebied van het Waals Gewest, toch dient er van uit te worden gegaan dat zulks het gevolg is van een bepaling, artikel L1123-30 van het Waals Wetboek van de plaatselijke democratie en decentralisatie, die door het Arbitragehof ongeldig zou kunnen worden verklaard als aan dat hof een prejudiciële vraag zou worden voorgelegd

.../...

aangaande de naleving van de regels betreffende de verdeling van de bevoegdheden tussen de federale overheid en de gewesten. In het kader van haar preventieve toetsing, waarbij rekening dient te worden gehouden met alle juridische kwesties die in het licht van de hiërarchie der normen opgeworpen kunnen worden, onderzoekt de afdeling wetgeving van de Raad van State, die haar voormelde advies 34.480/3 van 7 juli 2003 bevestigt, het ontwerp ervan uitgaande dat artikel 134*bis* van de Nieuwe Gemeentewet op het volledige nationale grondgebied van toepassing is.

Bijzondere opmerkingen

Aanhef en artikel 6

Het ontworpen besluit wordt alleen voorgedragen door de Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie.

Zo ook wordt in artikel 6 bepaald dat alleen de "Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie (...) belast (is) met de uitvoering" van het besluit.

Daarentegen is plaats ingeruimd om het koninklijk besluit te laten ondertekenen niet alleen door de Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie, maar ook door de Minister van Maatschappelijke Integratie en de Vice-Eerste Minister en Minister van Binnenlandse Zaken.

Bij artikel 12 van het koninklijk besluit van 6 december 1993 betreffende het opeisingsrecht van verlaten gebouwen, bedoeld in artikel 134*bis* van de nieuwe gemeentewet, welk besluit bij het ontwerp wordt gewijzigd, worden de Minister van Justitie, de Minister van Binnenlandse Zaken en de Minister van Sociale Integratie, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dat besluit.

Gelet op deze gegevens en op het precieze onderwerp van het ontwerp, ziet de Raad van State niet in waarom alleen de Minister van Justitie het ontwerp voordraagt en alleen hij vermeld wordt in artikel 6, dat de uitvoeringsbepaling ervan is ⁴.

Artikel 1

In zijn huidige versie bepaalt artikel 2, tweede lid, van het voormelde koninklijk besluit van 6 december 1993 dat van de inschrijving van een gebouw in het register van de verlaten gebouwen kennis moet worden gegeven aan de eigenaar ervan. In die kennisgeving wordt niet meer voorzien door het ontworpen artikel 2, waarin die kennisgeving vervangen wordt door het recht om dat register te raadplegen. Bovendien wordt in het ontwerp niet meer geëist dat een termijn van zes maanden verstreken is tussen de inschrijving in het register en het op de hoogte stellen waarvan sprake is in artikel 134*bis* van de Nieuwe Gemeentewet en in artikel 5 van het voornoemde besluit van 6 december 1993. Voor de eigenaar is het dus zeer belangrijk te weten dat zijn gebouw in het register van de verlaten gebouwen is ingeschreven en wanneer het daarin is ingeschreven.

De steller van het ontwerp word er evenwel opmerkzaam op gemaakt dat de bescherming van het eigendomsrecht beter gewaarborgd wordt door de kennisgeving van de inschrijving van een gebouw in het register van de verlaten gebouwen dan door de loutere mogelijkheid om dat register te raadplegen, welke mogelijkheid reeds voortvloeit uit artikel 32 van de Grondwet. Temeer daar deze mogelijkheid tot raadpleging, volgens de bewoordingen van de ontworpen bepaling, blijkbaar alleen geldt voor die eigenaars wier gebouwen in het register zijn opgenomen. Hoe kan een eigenaar echter weten dat zijn gebouw in het register voorkomt als hij daarvan niet vooraf op de hoogte is gebracht?

⁽⁴⁾ Er bestaat geen grond om daarnaast in artikel 6 te vermelden dat de Minister van Justitie eveneens in zijn hoedanigheid van Vice-Eerste Minister met de uitvoering van het ontworpen besluit is belast. De hoedanigheid van Vice-Eerste Minister is immers niet noodzakelijk gebonden aan die van Minister van Justitie, ook al is zulks thans wel het geval. Gelet op de algemene aard van de vermelding van de ministers die in de uitvoeringsbepaling worden aangewezen en van de bedoeling dat die bepaling van toepassing is ongeacht de identiteit van de persoon die het ambt van Minister van Justitie bekleedt, is er evenmin reden om in de Franse tekst van artikel 6 de vrouwelijke vorm te hanteren.

Bovendien geldt artikel 9 van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens, voor de gegevensverwerking die bij de ontworpen bepaling wordt geregeld. Bijgevolg moet de eigenaar, gelet op dat artikel 9, op de hoogte worden gebracht van de omstandigheid dat gegevens over hem verwerkt worden.

De ontworpen bepaling dient te worden herzien opdat met die opmerkingen rekening wordt gehouden.

Artikel 3

Volgens het ontworpen artikel 3, derde lid, kan de burgemeester het opeisingsproces op eigen initiatief opstarten "zonder (voorafgaand) verzoek van de voorzitter van de raad voor maatschappelijk welzijn". Volgens de gemachtigde van de Minister is die bepaling verantwoord "omdat de burgemeester uitsluitend om veiligheidsredenen en dus binnen zijn algemene bevoegdheid alleen kan handelen".

Voor deze bepaling kan evenwel geen rechtsgrond gevonden worden in artikel 134*bis* van de Nieuwe Gemeentewet, waarbij de bevoegdheid van de burgemeester afhankelijk wordt gesteld van het "gemotiveerde verzoek van de voorzitter van de raad voor maatschappelijk welzijn". De bevoegdheid van de burgemeester zou overigens kunnen aansluiten bij een andere politie dan die waarop het voormelde artikel 134*bis* betrekking heeft.

Artikel 3 bezit geen rechtsgrond en behoort te vervallen. Bijgevolg verliest artikel 4, 2/, zijn bestaansreden en moet het eveneens vervallen.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Y. KREINS,	kamervoorzitter,
	P. VANDERNOOT,	staatsraden,
Mevrouw	M. BAGUET,	
de Heer	G. KEUTGEN,	assessor van de afdeling wetgeving,
Mevrouw	B. VIGNERON,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. X. DELGRANGE, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. VANDERNOOT.

DE GRIFFIER,

DE VOORZITTER,

B. VIGNERON

Y. KREINS